

RICOMET 2015

EAGLE, Communication & Journalism

June 2015

Mass media specifics, language & focus

Bessine, a case study...

Slide 1

1

Super boulot. J'ai juste modifier radium en radon, puisque c'est un gaz.

Etienne Collomb;

What is at stake...

Type and function of messages/framework

Public authorities	Science-based legitimacy	“Activists” - NGOs	“Activists” - whistle blowers	Media coverage
policy messages	Scientific and/or institutional messages	Political and/or institutional messages	watchdog/or ethical messages	Fact-based stories and “objectivity”
PRs and so on	PRs and scientific publications	Testimonies, reports	Blogs	Newspapers and Web
Public funding	Public/private	Public/private	Unknown	Public/private

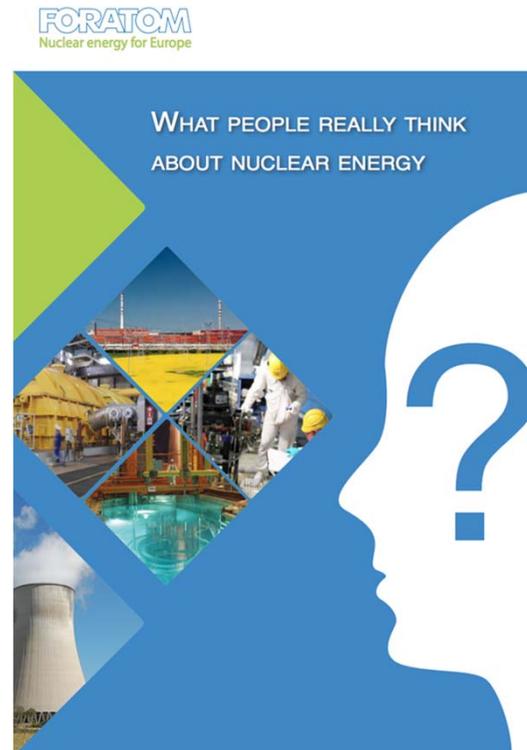
....promoting nuclear power

*“Developments in Finland or the United Kingdom demonstrate that if the political decision to include nuclear in the energy mix is taken and information is communicated in **an open, inclusive and democratic way, people tend to become more favourable to nuclear power**”.*

Foratom, 2014, september

i.e There's no way one should be opposed to nuclear power in a legitimate way.

FORATOM acts as the voice of the European nuclear industry in energy policy discussions with EU Institutions and other key stakeholders.



Breakout in March, 27 2014 by the préfecture. Bessine, a fine example.



The screenshot shows the website of the Prefecture de la Haute-Vienne. The header features the French Republic logo and the text "Les services de l'État dans la Haute-Vienne". Navigation links include "Services de l'Etat", "Politiques publiques", "Actualités", "Publications", "Démarches administratives", and "Vous êtes ...". A search bar and a "Sites de la région" dropdown menu are also visible.

Accueil > Actualités > Salle de presse > Communiqués de presse > 2014 > Exposition anormale à la radioactivité dans une maison d'habitation à Bessines-sur-Gartempe

2014

- [Elections municipales 2014 : où et quand déposer sa candidature ?](#)
- [Les statistiques du marché de l'emploi en Limousin \(décembre 2013\)](#)
- [La sous-préfecture de Bellac désormais accessible aux personnes à mobilité réduite](#)
- [Le préfet convie les banques à une réunion d'échange sur le financement de l'économie](#)

Exposition anormale à la radioactivité dans une maison d'habitation à Bessines-sur-Gartempe

Article créé le 27/03/2014 Mis à jour le 02/04/2014

Dans le cadre du programme de recensement des lieux de réutilisation des stériles miniers d'uranium mené par AREVA à la demande de l'Etat dans les zones concernées par des exploitations minières, les services de l'Etat ont été informés le 10 mars 2014 de la présence en quantité anormale de radon dans la cave et les pièces d'une habitation construite au début des années 1960 sur la commune de BESSINES-SUR-GARTEMPE (Haute-Vienne).

Après investigations sur place, il apparaît que, outre des stériles miniers, des résidus de traitement de minerai d'uranium ont été utilisés en remblais sous cette habitation et sont à l'origine des concentrations de radon mesurées. La présence de tels résidus en dehors des sites miniers et des lieux de stockage autorisés est tout à fait anormale et contraire à la réglementation.

AFP, a news released in March, 28

Heureusement, Mme Jusiak avait "un petit catalogue" des 22 enfants qu'elle a gardés entre 2000 et 2014, ce qui a permis à la préfecture de contacter déjà 19 d'entre eux, pour étudier le niveau de risque auquel ils ont été exposés. Dans le cas de cette maison, une partie de la présence du radon était "naturelle", "liée aux caractéristiques très particulières de la maison" (absence de ventilation VMC, murs poreux, maison construite sur remblai sans fondations) et aussi "à la présence de "sables provenant du traitement du minerai", a souligné Areva. Areva est responsable des anciennes mines d'uranium en tant qu'héritière de la Cogema, qui avait repris cette responsabilité en 1976. Or, les résidus détectés dans la maison, notamment du "sable issu du concassage de cailloux (...), auraient déjà dû, à l'époque, être traités comme déchets et confinés ou ré-enfouis dans les mines", a noté M. Castanier. Une "enquête administrative" a été ouverte justement pour déterminer "comment ce sable est sorti du site industriel et par qui il a été amené", a-t-elle ajouté.

Pour M. Gatet, il est gênant que "l'entreprise qui a pris la suite de la Cogema", soit aussi "chargée par l'Etat d'établir les cartographies des zones à risque, d'interpréter les résultats, d'en faire l'analyse". "Ce que nous demandons nous, ce sont les cartes brutes", ainsi qu'une transparence sur la cartographie des risques, ajoute-t-il. "Qui nous dit que le chemin communal (donc non habité) d'aujourd'hui ne sera pas demain dans les fondations la cantine de l'école?"



En Limousin, des crantes liées aux déchets miniers radioactifs

Bessines-sur-Gartempe, 28 mars 2014 (AFP) -

L' évacuation, pour dépassements de seuils de radioactivité, de la maison d'une assistante maternelle en Limousin, une première, a mis en lumière des craintes sur la gestion de vieux déchets miniers, entrés par des associations de défense de l'environnement qui exigent plus de transparence. Sylvie et Thierry Jusiak se sont installés dans leur maison de 100 m² à Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne) il y a 17 ans et y ont élevé leurs filles, aujourd'hui âgées de 18 et 21 ans. Sylvie, 44 ans, y accueillait aussi les enfants qu'elle gardait en tant qu'assistante maternelle. Il y a quelques jours, ils ont reçu un appel d'Areva, chargée de la gestion des anciennes mines d'uranium en France, et d'une mission de "recensement des sites miniers" en Haute-Vienne, au titre de laquelle des analyses ont été réalisées sur leur terrain de 1 600 m² et dans la maison. Il s'agit, leur a-t-on expliqué, car "c'est dangereux, même très dangereux pour les enfants qui jouaient", a raconté à l'AFP Mme Jusiak, alors mariée avec sa famille dans un camping. "On nous a dit qu'il fallait que l'on quitte la maison, suite à la présence de radon", explique son mari, Thierry, 49 ans, qui a ensuite découvert à la "dép" qu'il y avait beaucoup de cas de cancers du poumon, liés à l'exposition à ce gaz radioactif naturel. Le radon, qui provient du sous-sol, peut s'infiltrer dans les immeubles. Il peut aussi provenir des "sables", c'est-à-dire de cailloux trouvés en creusant pour atteindre un filon d'uranium et qui ont été utilisés comme remblais de chemins ou maisons, il y a 30 ou 40 ans, "lorsque les normes n'étaient pas les mêmes", selon la préfecture de la Haute-Vienne. Dans le cas de la maison Jusiak, "nous n'avons pas à faire seulement à des mètres f. i. l., les mesures dans le sous-sol ont confirmé la présence de risques de traitement minier", a indiqué Alain Castanier, secrétaire général de la préfecture. L'attention des autorités, rappelle-t-il, "a été attirée sur cette maison dont le rayonnement semblait inhabituel, dans le cadre d'une reconnaissance aérienne des sites habités ou avaient été utilisés des "sables" miniers". - Radon et cancers du poumon - L'exposition au radon serait responsable en France de 5 à 12% des cancers broncho-pulmonaires. Heureusement, Mme Jusiak avait "un petit catalogue" des 22 enfants qu'elle a gardés entre 2000 et 2014, ce qui a permis à la préfecture de contacter déjà 19 d'entre eux, pour étudier le niveau de risque auquel ils ont été exposés. Dans le cas de cette maison, une partie de la présence de radon était "naturelle", "liée aux caractéristiques très particulières de la maison" (absence de ventilation VMC, murs poreux, maison construite sur remblai sans fondations) et aussi "à la présence de "sables provenant du traitement du minerai", a souligné Areva. Areva est responsable des anciennes mines d'uranium en tant qu'héritière de la Cogema, qui avait repris cette responsabilité en 1976. Or, les résidus détectés dans la maison, notamment du "sable issu du concassage de cailloux (...), auraient déjà dû, à l'époque, être traités comme déchets et confinés ou ré-enfouis dans les mines", a noté M. Castanier. Une "enquête administrative" a été ouverte justement pour déterminer "comment ce sable est sorti du site industriel et par qui il a été amené", a-t-elle ajouté. Quelle est l'étendue de l'opération? Selon la préfecture, une telle découverte est une première en Haute-Vienne. Mais l'association de défense de l'environnement Sources et rivières est sceptique. "C'est tout ça l'issue de plusieurs rapports d'association, dont le nôtre, qui établissent des mesures anormales près d'équipements comme des routes ou des maisons, que l'Etat a finalement pris les choses en main en commandant cette enquête à Areva", après 2008, déclaré à l'AFP Antoine Latis, un juriste de l'association. Areva rappelle qu'elle est chargée de suivi et de la surveillance des anciens sites miniers, et "régulièrement contrôlée" par les autorités. Pour M. Gatet, il est gênant que "l'entreprise qui a pris la suite de la Cogema", soit aussi "chargée par l'Etat d'établir les cartographies des zones à risque, d'interpréter les résultats, d'en faire l'analyse". "Ce que nous demandons nous, ce sont les cartes brutes", ainsi qu'une transparence sur la cartographie des risques, ajoute-t-il. "Qui nous dit que le chemin communal (donc non habité) d'aujourd'hui ne sera pas demain dans les fondations la cantine de l'école?"

Science-focused media, March, 28

Du gaz radioactif détecté chez une famille qui gardait des enfants

Le Monde.fr avec AFP | 27.03.2014 à 05h55 • Mis à jour le 27.03.2014 à 08h36



Mesure de la radioactivité à l'aide d'un compteur Geiger, près d'une ancienne mine d'uranium à Meslan le 21 avril 2011. AFP/DAMIEN MEYER

Une famille de Haute-Vienne été relogée après la découverte d'importantes doses de radon, gaz naturel radioactif, à son domicile. Les occupants de cette maison ont gardé, entre 2000 et 2014, une vingtaine d'enfants. Les seize familles concernées doivent encore être contactées.

Les services de l'Etat, eux, ont été informés de la situation le 10 mars. Une enquête administrative est en cours, et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire a été saisi de l'affaire afin d'évaluer le degré d'exposition des occupants et les éventuels risques sanitaires encourus.



Nature

Une maison radioactive dans le Limousin

Par Sciences et Avenir avec AFP

Publié le 28-03-2014 à 10h08

La présence de radon, un gaz radioactif naturel, oblige une famille à évacuer sa maison.

RESIDUS. Outre des stériles miniers, des résidus de traitement de minerai d'uranium ont été utilisés "en remblais sous cette habitation et sont à l'origine des concentrations de radon mesurées", précise le communiqué, selon lequel "la présence de tels résidus en dehors des sites miniers et des lieux de stockage autorisés est tout à fait anormale et contraire à la réglementation". L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire a été saisi de l'affaire afin d'évaluer le degré d'exposition des occupants et les éventuel risques sanitaires encourus. Le sol du Limousin, riche en minerai d'uranium, a fait l'objet pendant plusieurs décennies d'une exploitation minière, achevée en 2001, notamment à Bessines de la fin des années 1940 au milieu des années 1990.

Media Others, March, 29

4 SAMEDI 29 MARS 2014 LE POPULAIRE DU CENTRE

Limousin → Faits divers

RADIOACTIVITÉ ■ La maison de Bessines est-elle un cas isolé ? Non, selon les défenseurs de l'environnement

L'uranium, un héritage bien encombrant

L'association « Sources et Rivières » assure que la maison de Bessines évacuée à cause d'un taux anormal de radon n'est pas un cas isolé dans la région. Areva note au contraire qu'aucun autre cas de ce type n'a été identifié.

Frédéric Logier

Ne vous fiez pas à son nom : « Sources et Rivières du Limousin ». L'association emblématique des combats environnementaux majeurs de ces dernières années en Limousin, n'est pas aussi calme que son titre le suppose. En apprenant cette semaine qu'une famille avait dû être évacuée de sa maison de Bessines après la découverte d'un niveau anormal de radon, elle a une nouvelle fois dénoncé de manière la plus ferme l'attitude d'Areva qui selon elle minimise le problème. Comme pour la maison de Bessines, des résidus de traitement de minerai d'uranium auraient été utilisés pour la construction d'autres bâtiments, cour de fermes etc. dans la région.

« On n'est pas étonné,



CREUSE, 2009. Antoine Gatet (notre photo) de Sources et Rivières du Limousin était venu à Champagnolard à la rencontre d'Areva lors d'une campagne de survol en hélicoptère de 39 communes du département de la Creuse pour détecter des « anomalies radiométriques ». C'est ce type d'anomalie qui a été détecté récemment à Bessines, provoquant l'évacuation de la maison.

mais en colère », résume Antoine Gatet, juriste à l'association. « Car ce n'est pas un cas isolé comme on veut nous le faire croire. Ce n'est pas l'arbre qui cache la forêt, mais l'arbre au milieu de la forêt ! » Antoine Gatet estime que si Areva a pris la situation en main en relogéant la famille, c'est « qu'elle y était obligée ».

Voilà des années que « Sources et Rivières » clame à qui veut bien l'écouter que le problème lié à l'exploitation passée des mines d'uranium par la société « est plus grave que ce que l'on nous dit ». Elle affirme que des cas similaires à celui de Bessines existent par exemple à Saint-Privat en Corrèze.

« Il y a des années, on ne

exploitait, minier réalise les études, les interprète et décide ce qu'il faut faire ! Vous trouvez vraiment qu'on est dans un État de droit ? »

Antoine Gatet évoque le site de stockage de 200.000 m³ de déchets à Bellezane, en Haute-Vienne. « Sur le principe on est d'accord et on le deman-

de, mais la gestion des risques n'est pas prise en compte correctement », dénonce-t-il. Sources et Rivières du Limousin qui se bat depuis des années a de nouveau saisi le tribunal administratif à ce sujet. Et compte bien, là aussi, le porter à la connaissance du grand public. »

Gilles Récoché, directeur à Areva

Gilles Récoché, directeur international de l'après mines à Areva et Delphine Pauliquen, chargée de communication d'Areva répondent à nos questions.

Y'a-t-il d'autres cas semblables à la maison de Bessines ?

Nous n'avons pas recensé d'autres cas similaires en Limousin, nécessitant une évacuation. Il existe simplement des lieux de recensement de stériles où des anomalies radiométriques ont été révélées.

Combien y a-t-il de lieux de ce type en Limousin ?

Il y a 14 zones en Limousin (7 en Corrèze, 6 en Haute-Vienne et 1 en Creuse) où des travaux d'enlèvement de stériles sont prévus. 62 autres lieux sont soumis à des discussions : ce sont des endroits où l'on a relevé entre 0,3 et 0,6 microsieverts par an ajoutés à la dose naturelle.

Et en France ?

Une soixantaine de sites ont été détectés par hélicoptère. Ils font ensuite l'objet d'analyses sur le terrain. Ils se trouvent en Bretagne, Auvergne, Bourgogne, Pays-de-Loire, Rhône-Alpes, Poitou-Charentes et donc en Limousin.

Areva est mise en cause par « Sources et Rivières » qui souhaitent consulter la carte des survols hélicoptères.

C'est une carte de données brutes communiquées à l'administration uniquement. Il s'agit d'un travail précis, fastidieux qu'il est difficile d'interpréter.

La maison du bonheur radioactif

UN matin, le téléphone sonne, et une voix annonce à M. et Mme Jusiak qu'il leur faut partir de chez eux. Et vite. Le 21 mars à 18 heures, toute la famille devra avoir quitté la maison. « *Le ciel nous est tombé sur la tête* », raconte Mme Jusiak. C'est que l'heure est grave. Leur modeste bâtisse, une ancienne station-service située à Bessines-sur-Gartempe, dans la Haute-Vienne, est bourrée de radon : 50 fois plus que la moyenne ! Ce gaz radioactif file le cancer des poumons à celui qui le renfile un peu trop longtemps. Et les Jusiak vivent ici depuis dix-sept ans... Pire, madame exerce comme assistante maternelle à domicile et s'est ainsi occupée de 22 enfants au cours des quatorze dernières années.

La présence de radon a été détectée par Areva, qui exploitait auparavant des mines d'uranium dans le coin. On l'appelaît à l'époque la Cogema. Depuis la fermeture du dernier gisement, en décembre 2003, le géant du nucléaire organise des contrôles ponctuels et aléatoires, à la demande de l'Etat. Par hélicoptère, d'abord, puis directement sur le terrain. Chez les Jusiak, le compteur s'est soudainement affolé.

Difficile à calculer, car « le pollueur est également le contrôleur », persifle-t-on à SRL, où l'on regrette de ne pas avoir accès aux données sensibles récoltées par les hélicoptères d'Areva. « Nous avons repéré un certain nombre de priorités, et la maison de Bessines faisait partie de ces priorités », a pudiquement reconnu un responsable d'Areva sur France 3 Limousin. A Limoges, la préfecture clôt le débat : « Ce n'est pas une problématique de santé publique

en général. » Et en particulier ?

SRL, qui alerte régulièrement la justice, se permet de rappeler, accessoirement, que 27 millions de tonnes de résidus issus des mines sont entreposées dans le Limousin, ainsi que des centaines de milliers de fûts radioactifs. Trois fois rien.

En attendant, les Jusiak ont été provisoirement relogés en appartement : « On peut passer récupérer quelques affaires à la maison, mais on a interdiction de rester y passer la nuit », indiquent-ils. Le couple doit subir un scanner à Limoges, ces jours-ci, et toute la famille sera suivie médicalement à vie. Une bonne nouvelle est heureusement tombée il y a peu : on construit pour eux une maison flambant neuve dans les environs. C'est Areva qui paie.

Paul Leclerc

VOL DE COCAÏNE À LA PJ PARISIENNE



- C'est d'la colombienne ?
- Non, c'est d'la "Quai des Orfèvres".

27 millions de tonnes de résidus

En 1963, des résidus de traitement de minerai d'uranium ont été utilisés en remblai sous leur habitation. En principe, ce sable pollué devait être stocké à 2 km de là, sur un site protégé.

Cette présence est « tout à fait

JPEG - 355,6 ko

X

Bessines, a fine example...Public authority IRSN, June, 2 2014

IRSN

On the “News” page, it is said that this radioactive gas detected (radon) is naturally generated, although ... the “note de synthèse” does not make the connection between the presence of residues - on which the house is built and the high level radon emissions)...though the IRSN expert report did...

Accueil > Actualités et presse > Actualités

Toutes les actualités

Concentration élevée de radon dans une maison à Bessines : l'IRSN publie son rapport d'expertise

02/06/2014

L'IRSN publie son rapport d'évaluation des risques sanitaires des occupants d'une maison construite sur des résidus de traitement de minerais d'uranium à Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne), à 35 km au nord de Limoges.

En mars 2014, **des concentrations anormalement élevées de radon**, un gaz radioactif d'origine naturelle issu de la désintégration de l'uranium présent dans des roches telles que le granite, ont été détectées **dans une maison de Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne) construite sur des résidus de traitement de minerais d'uranium.**

A la demande des pouvoirs publics, l'IRSN a été chargé d'évaluer la situation radiologique de la maison et les risques sanitaires pour les familles successives qui y ont logé et les enfants qui ont été gardés.

Pour réaliser cette mission, l'Institut a dépêché sur place plusieurs équipes et mobilisé ses moyens techniques (laboratoire mobile d'anthroporadiométrie, véhicule laboratoire de caractérisation de prélèvements et de mesure des rayonnements ionisants et laboratoire d'analyses médicales radiotoxicologiques).

» **Télécharger la note de synthèse de l'IRSN : Maison à Bessines-sur-Gartempe construite sur des stériles et résidus de minerais. Estimation des teneurs en radon de l'air intérieur et risques sanitaires induits pour les occupants** (PDF - 269 ko)

» **Télécharger le rapport d'expertise PRP-HOM/2014-00005 : Maison à Bessines-sur-Gartempe construite sur des stériles et résidus de minerais. Estimation des teneurs en radon de l'air intérieur et risques sanitaires induits pour les occupants** (PDF - 954 ko)

INCa. Medical focus. June, 2 2014

Report released in April, 2014, readable on IRSN web site in June 2014, with a link to click on

- Le cancer du poumon est aujourd'hui le seul risque avéré de l'exposition au radon. Le risque relatif commence après un délai de latence d'environ 5 ans après le début de l'exposition et redevient proche de 1 au-delà de 30 ans après la fin de l'exposition^{1,2,3}. Il est rappelé que le cancer du poumon survient à l'âge adulte. Il est rare avant 45 ans et très rare avant 35 ans.
- Par ailleurs, il n'existe pas d'étude épidémiologique permettant d'apprécier l'action combinée du tabagisme passif et de l'exposition au radon.
- Il n'existe pas non plus de données épidémiologiques permettant d'estimer directement le risque de cancer du poumon à l'âge adulte induit par une exposition élevée au radon durant l'enfance.
- Chez les personnes exposées au radon à l'âge adulte, quel que soit leur statut tabagique, il est ainsi préconisé dans l'état actuel des connaissances de leur proposer de réaliser un scanner thoracique faible dose de façon

Une présentation des risques sanitaires connus en cas d'exposition au radon et l'évaluation, pour différents profils-types d'occupants de la maison, des niveaux d'exposition et des risques associés a été faite au groupe d'experts par l'IRSN, en amont des discussions relatives aux propositions de suivi médical.

A la suite de cette présentation, le groupe d'experts a notamment retenu les éléments suivants pour sa réflexion :

- Le cancer du poumon est aujourd'hui le seul risque avéré de l'exposition au radon. Le risque relatif commence après un délai de latence d'environ 5 ans après le début de l'exposition et redevient proche de 1 au-delà de 30 ans après la fin de l'exposition^{1,2,3}. Il est rappelé que le cancer du poumon survient à l'âge adulte. Il est rare avant 45 ans et très rare avant 35 ans.
- Les estimations de risque « vie entière » (c'est à dire jusqu'à l'âge de 75 ans) présentées au groupe pour les personnes exposées au radon ont été faites selon l'hypothèse qu'ils sont (et resteront) non fumeurs.
- En cas de tabagisme actif (actuel ou ancien), le risque relatif de cancer du poumon est plus élevé ; l'effet conjoint du radon et du tabac se situe entre l'addition et la multiplication des effets propres de chacun des deux facteurs considérés séparément.
- Par ailleurs, il n'existe pas d'étude épidémiologique permettant d'apprécier l'action combinée du tabagisme passif et de l'exposition au radon.
- Il n'existe pas non plus de données épidémiologiques permettant d'estimer directement le risque de cancer du poumon à l'âge adulte induit par une exposition élevée au radon durant l'enfance.
- Chez l'adulte, les données disponibles ne permettent pas d'affirmer avec certitude de lien entre l'exposition au radon et les autres risques carcinologiques ou non carcinologiques.
- Une augmentation du risque de leucémie chez l'enfant de moins de 15 ans a été évoquée en cas d'exposition résidentielle au radon. Toutefois les données de la littérature sont actuellement trop discordantes pour conclure à l'existence ou non de cet excès de risque.

Le groupe d'experts a pris acte qu'il y avait un certain nombre de limites à l'évaluation des risques qui lui a été présentée par l'IRSN, liées à :

- de nombreuses étapes et approximations dans les calculs ;
- des incertitudes associées (exposition, transposition du modèle de risque de l'adulte chez l'enfant, évolution des taux de base...);
- la validité de l'application de résultats obtenus en population générale à des situations individuelles spécifiques ;
- la non prise en compte d'autres facteurs de risques (historique tabagique, expositions professionnelles, déterminants génétiques...).

Ainsi, les évaluations présentées résultent du meilleur compromis possible compte tenu des données disponibles et sont considérées comme une indication d'un ordre de grandeur, qui est à utiliser avec précaution.

¹ Lung cancer risk from radon and progeny and statement on radon. Publication 115 de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR, 2010)

² Effects of Ionising Radiation, United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation. Vol 2, annexe II (UNSCEAR, 2006)

Areva. Public authority , in August 2014

Areva gives some background historical context and industrial valorisation

“Le site minier de Bessines a été dédié à l’extraction d’uranium de 1948 à 1995. Aujourd’hui totalement réaménagé selon **les standards environnementaux les plus exigeants**, l’ancien site minier est devenu une plateforme industrielle de référence, fondée sur l’innovation, l’énergie, le savoir, la santé et l’environnement.”

Bessines : une plateforme industrielle de référence - AREVA

[Accueil](#) / [Activités](#) / [Mines](#) / [Implantations Mines dans](#)

[le monde](#) / [BESSINES](#)

BESSINES, UNE PLATEFORME INDUSTRIELLE DE RÉFÉRENCE



Mise à jour Août 2014

Depuis plus de 65 ans, Bessines-sur-Gartempe est au cœur d'enjeux énergétiques et industriels mondiaux.

Le site minier de Bessines a été dédié à l'extraction d'uranium de 1948 à 1995. Aujourd'hui totalement réaménagé selon les standards environnementaux les plus exigeants, l'ancien site minier est devenu une plateforme industrielle de référence, fondée sur l'innovation, l'énergie, le savoir, la santé et l'environnement.

DES ACTIVITÉS DE POST-EXPLOITATION

Whistle blower. Criirad.

Short presentation of the CRIIRAD NGO and its laboratory

CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la RADIOactivité / Commission for Independent Research and Information about RADiation) is a non-governmental and non-profit organisation, and works to improve **Information and protection of the public against ionizing radiation/radioactivity**. CRIIRAD is often quoted by the media as the "French independent nuclear watchdog group".

CRIIRAD objectives are :

- to give people an access to scientific information about the impact of ionizing radiations and the actual radiological contamination of their environment,
- to improve people's ability to participate (as citizens) to the actions and decisions in the field of environmental protection, protection of public health, the rights of future generations,
- to give people scientific tools in order to help them to make independent preliminary assessments of a radiological contamination (CRIIRAD is organising seminars "how to use your own Geiger Muller counter"),
- to circulate information on radioprotection through a web site (www.criirad.org), leaflets and brochures, books, lectures, seminars, videos, etc. (see a selection of written material).

CRIIRAD was created in **May 1986** by French citizens willing to obtain reliable data on the actual intensity of radioactive fallout from **Chernobyl**, the consecutive food chain contamination and the related risk for their health. At that time, the French Government stated that absolutely no radioactive contamination from the Chernobyl Nuclear Plant could have reached the French territory.

In order to verify such information, CRIIRAD set up in Valence (France) an **Independent laboratory** specialised in radiological analysis and radiological studies. Since 1986, the CRIIRAD laboratory has implemented more than 20 000 measurements by gamma spectrometry and hundreds of environmental studies in France and abroad.

The CRIIRAD laboratory demonstrated that the French territory (soil, food chain) had been contaminated by radionuclides to values exceeding health standards. Due to the lack of proper information and protection of the public, CRIIRAD and the French Association of Thyroid Disease Sufferers (AFMT) made a complaint in March 2001 to the Court of the French Republic.

The CRIIRAD laboratory is experienced in the surveillance of levels of **radioactivity in air, water, soil and the food chain**, whatever the source term is (natural radiation, enhanced levels of natural radiation, nuclear fuel cycle, research facilities, military facilities, hospitals, non nuclear industry). The CRIIRAD laboratory is used to make independent and critical analysis of monitoring facilities and environmental assessments established by National authorities or plant operators.

Since 1986, CRIIRAD demonstrated **weaknesses of official monitoring systems** in many areas : Chernobyl fallout, impact of uranium mining and milling, nuclear plants, reprocessing plants, military plants, nuclear research centres, hospitals, etc.

The CRIIRAD Laboratory is equipped with two gamma spectrometry devices in order to measure gamma-emitting radionuclides, a liquid scintillation counter in order to measure tritium and alpha and beta emitters and on site equipment (portable radiation meters, doserate meter and gamma spectrometer, radon monitor). The CRIIRAD gamma spectrometry laboratory regularly participates in French (IRSN) and international (IAEA) programs of intercomparison and proficiency tests. It is certified by the French Department of Health for the measurement of gamma emitting nuclides in the environment and the food chain and for radon diagnosis in public buildings.

CRIIRAD is devoting its work at improving knowledge on actual radioactive discharges, environmental impacts and dose calculations in order to contribute strongly to the optimisation of doses to **workers and the public**. For this purpose, CRIIRAD is conducting research and radiological expertise as well as training sessions and seminars. CRIIRAD is totally **Independent** from the Government, the National Authorities and the Nuclear Industry.

Its funding comes from the **citizens** who support the organisation (approximately 5 000 citizens) and the customers for which the laboratory is working (justice, city councils, county councils, regional councils, NGO's, private citizens, companies, administration, etc...) CRIIRAD experience is now recognised internationally and people from abroad ask for CRIIRAD scientific support. For example, the CRIIRAD laboratory conducted studies :

- In **Niger** for a local NGO called AGHIR IN MAN. Several missions were organised in order to help the local NGO for making an independent evaluation of the radiological impact of the **uranium mines** and mills situated at Arlit and Akokan. CRIIRAD discovered several problems : radioactive scrap metal from the uranium mill was sold on the city market, uranium contamination of drinking water exceed WHO standards, radioactive tailings from the uranium mill were stored in the open air, etc.
- In **Italy** (Sardinia) for local NGO's (WWF) in relation with the potential radiological impact of a US nuclear submarine base.
- In **Spain**, at the request of an independent journalist. CRIIRAD demonstrated that a company (ERKIMIA) was manufacturing **food additives** (calcic phosphates) containing elevated concentrations of radioactive Lead 210 and Polonium 210.
- In **Japan** for Greenpeace International and Greenpeace Japan. The mission was designed to evaluate the radiological situation before starting of a **Reprocessing Plant** at KOKUSHO Mura. Through press conferences and meetings, CRIIRAD also tried to improve people awareness about the future radiological contamination to be induced by radiological discharges to the atmosphere and the Pacific Ocean.
- In French **Polynesia** at the request of a special commission set up by the local Parliament and dealing with the consequences of past atomic tests.

CRIIRAD support is required by many individuals and organisations in France and Abroad. But CRIIRAD resources are not sufficient to provide help to all the organisations that need it.

Here are two examples of CRIIRAD's investigations (Click on the link to read the document) :

Radiological hazards from uranium mining - CRIIRAD  62 ko



CRIIRAD
COMMISSION DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
INDEPENDANTES
SUR LA RADIOACTIVITE



 ENGLISH

DOSSIERS

[ACCUEIL](#) [ASSOCIATION](#) [LABORATOIRE](#) [PUBLICATIONS](#) [ACTIONS/PETITIONS](#) [AGENDA](#) [CONTACT](#) [FAIRE UN DON](#) [ADHÉRER](#) [PARTICIPER](#)

28 mars 2014 / Affaire de la famille relogée à Bessines sur Gartempe (Limousin).

Une famille dont l'habitation avait été construite sur des déchets radioactifs d'une ancienne mine d'uranium COGEMA-AREVA en Limousin a été relogée en urgence il y a quelques jours du fait de taux de radon élevés.

Les premières réactions de la CRIIRAD :

- Interview de B. Chareyron (responsable laboratoire CRIIRAD) sur France Info le 27 mars 2014 à 18h 



- Sujet diffusé sur France 3 national le 27 mars 2014 au 19-20 

En savoir +

Consulter le dossier CRIIRAD sur l'impact des mines d'uranium en France

Consulter le dossier CRIIRAD concernant l'impact des mines d'uranium en Haute-Vienne

Les actions du Collectif Mines d'Uranium dont fait partie la CRIIRAD / obtenir la décontamination des sites pollués par les anciennes mines d'uranium

Utilisation d'un scintillomètre gamma pour repérer les stériles et résidus radioactifs

Utilisation d'un compteur Geiger RADEX pour repérer les stériles et résidus radioactifs

local association, ground knowledge

BILAN CELLULE MINES ET RADIOACTIVITE (hors contentieux)

Participation / Plaidoyer - Commissions de Suivi de Sites Mines : participation à la CSS de la Haute-Vienne. Réalisation et présentation d'une contribution sur les problématiques et attentes associatives concernant les stériles miniers (co-signé SRL/LNE). Bilan encore très négatif de ces instances, principalement consacrée cette année au sujet de la Maison de Bessines plutôt qu'aux enjeux de fond.

Suite à la position de SRL sur ces CSS, participation cette année uniquement à la CSS de la Haute-Vienne, et assistance technique auprès des associations corréziennes et creusoises sur les deux autres CSS. Relance dans ce cadre des dossiers toujours pas réglés et sur lesquels l'État n'assume toujours pas ses missions de défense de l'intérêt général de la protection de l'environnement et de la santé :

- Laboratoire illégale AREVA de Bessines (SEPA) -
- Recensement des zones d'accumulation sédimentaire sous influence minière pouvant générer la production de déchets (plans d'eau ou zones humides)
- Recensement des stériles miniers : conservation de la mémoire et transparence sur les localisations et restrictions d'usages
- Enjeux de l'échéance des fins de concession minières -

Lancement avec le CRDP du Limousin d'un projet de création d'outils pédagogiques à destination des enseignants sur la thématique des mines d'uranium et de participation de SRL aux formations aux enseignants dispensées par le Rectorat en lien avec le Musée de la Mine AREVA de Bessines - Permis recherche minière PER Villeranche (23) COMINOR : Participation de SRL à la constitution de l'association STOP MINES 23. Travail très intéressant avec l'association locale permettant de rappeler l'Etat et le bénéficiaire du permis à leurs obligations.



Accueil Vie associative Evénements Publications Contentieux On parle de SRL Dossiers emblématiques Adhérez

Vous êtes ici : Dossiers emblématiques > COGEMA/AREVA en Limousin

Avril 2014 : le scandale des déchets sous une maison de Bessines

Retrouvez ici l'ensemble des sujets de France 3 Limousin concernant ce dossier, dans lequel SRL s'est largement exprimé.

Épisode 1- 26 mars 2014 : La Préfecture annonce l'évacuation d'une maison contaminée :



01 FR3 26mars2014 Sujet1

Accédez au Communiqué de la Préfecture :

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COGEMA/AREVA en Limousin

- Avril 2014 : le scandale des déchets sous une maison de Bessines
- Février 2014 : quand AREVA tente de faire passer la régularisation d'un laboratoire illégal pour un investissement local !
- Mai 2011 : SRL fait déplacer un stockage de déchets illégal d'AREVA
- Novembre 2010 : Site minier d'Hyverresse en Creuse
- Mai 2010 - SRL dénonce un effondrement de galerie AREVA sur France 3 Limousin
- 2010 : SRL fait dépolluer un site AREVA abandonné
- 2006-2010 : Groupe d'Expertise national "Mines du Limousin"
- 1999-2006 - SRL obtient le renvoi de AREVA devant les juges

Public authority & local association on Limousin CSS web site

Commission de Suivi de Site (CSS) chargée du suivi des anciens sites uranifères en Limousin (dépendant d'un service déconcentré de l'État français, la Dreal). Rapport du 17 juin 2014

“Monsieur JOLY précise également que le radon de Bessines provenait d'un drain reliant les sables de remblayage hydraulique du site avec le garage de la maison”. Directeur général adjoint IRSN.

“Antoine GATET (Sources et rivières du Limousin) souligne le caractère exceptionnel du cas de Bessines lié à du radon d'origine non naturelle et demande si, dans le cadre de sa campagne nationale de détection du radon dans lieux publics, l'ARS a déjà identifié des sites dépassant les 15 000 Bq/m³ en Limousin hors influence minière car, à sa connaissance, aucune source naturelle de radon ne peut entraîner une exposition de cette ampleur”.

Pas de réponse à la question dans le reste du document. Dommage !



disturbing trend, «Reverse whistleblowing» (RWB)

VIDÉOS

73 TWEETS 566 LIKES

La fille qui mangeait les pommes de Tchernobyl

«Bionerd23» tourne d'étranges vidéos dans un des endroits les plus tristement célèbres du monde: la zone d'exclusion de Tchernobyl, l'une des plus contaminées au monde par la radioactivité (Slate)



'Bionerd' scientist visits Chernobyl, eats toxic apple

Last updated 15:53, April 29 2015



Camera crews are taken on a tour inside the Chernobyl reactor buildings 29 years after the radiation disaster occurred in Ukraine.



TWEETS 57 | ABONNEMENTS 3 | ARCHIVES 569

bionerd23
@bionerd23
youtube.com/user/bionerd23
Tweeter
41 Photos et vidéos

Tweets | Tweets & réponses | Photos & vidéos

bionerd23 @bionerd23 · 26 mai
sorry for the long wait, but here i'll make up for it with a long (and highly radioactive) video! => youtu.be/krS4q1bCmH4?

YouTube
the highly radioactive kindergarten laboratory of Pripyat
no dolls and toys to find here - the shelves are stacked with highly contaminated radioactive samples from the red forest and other parts of the exclusion zo...

[Voir sur Internet](#)

temporary conclusion / media specifics and language

Reader's concerns/needs, what's at stake : safety & health response and a consensus delevering from different (large range of) experts

Main challenges for journalists & communicators

- seeking a "good" balance between time response and accurate information to be collected
- No specialized scientific skills wanted, just to be familiar enough with the scientific litteratures he/she reads
- Adopting a straitghforward language for populariization

5 media families (see first slide), 5 different ways to treat the same fact

- **Public authorities**: both collecting enough information meanwhile promptly deciding (filter) what pieces of information should be given out to general public, how and when. But, *is it just a question of time?*
- **Independant scientific publications**: Journalists are looking forward to reading the "objective" papers (analysiis) to find comprehensive and immediate answers.(more probably interviewing scientists ASAP) Isn't it a *race against the clock that begins?*
- **Activits/NGOs/Whistleblowers**: These are Ideological oriented-people on the hand and civil society representatives on the other. *Is consensus possible to set up (initiate) with PA media family. and how? Can they have (find) a common ground?*
- **Journalists** : Unveiling a "secret" or "hidden" information is always source of proud for a journalist.The magazine gains both trust from its readership and money. *But sometimes, it isn't always good to tell the truth...*